



Ce jeudi, un peu moins d'une dizaine d'agents des Finances publiques a mené une action intersyndicale de sensibilisation devant le centre des impôts, place de l'Hôtel de ville. Ils font état d'un service de proximité en perdition, un constat qui s'alourdit avec la suppression de 24 emplois dans le Morbihan en 2019.

« L'État de nos services ? Calamiteux », Christophe Rissel, secrétaire départemental CGT, ne mâche pas ses mots quand il s'agit de dresser le portrait des activités. En cause ? La suppression crescendo des services publics de proximité. En 2017, les services de l'enregistrement, du cadastre et de la publicité foncière ont été rapatriés à Vannes. « Tous les services d'accueil sont menacés. Il y a une omerta dans le Morbihan, on ne nous donne pas d'informations si ce n'est que nous tendons vers la mise en place de points de contact sur le territoire (des fiscaux bus), or nous savons que la technicité passe par les centres et qu'il est important de garder un lien avec les usagers ». Avec cette concentration, l'administration tend à imposer le traitement en ligne des missions : « Certains n'ont pas accès à internet, ou ne peuvent pas se déplacer. Ce sont encore les populations les plus fragiles qui vont en pâtir », s'agace Annie Rio, agent syndiqué.

Cinq ou six agents en moins à Lorient

24 nouvelles suppressions d'emplois auront lieu en 2019 dans le Morbihan. Au total, environ 200 personnes travaillent sur les deux bâtiments du site lorientais : ce sont cinq ou six agents qui devraient être touchés par la mesure. « La diminution des postes implique la restructuration des services », souligne Yannick Le Sausse, secrétaire départemental à l'Union syndicale Solidaires. En conséquence ? Les services impôts des entreprises et impôts des particuliers pourraient quitter le territoire lorientais, ainsi que la trésorerie Lorient Collectivité. Les différents syndicats prendront part au débat national sur la question de la justice fiscale : « On réduit les dépenses plutôt que d'aller chercher des recettes, cela impacte sur les services, c'est le chat qui se mord la queue », observe Annie Rio. Leurs propositions ? Parmi d'autres, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, un barème progressif de l'impôt sur le revenu et la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

